
L'Afghanistan après 2014 : quel impact pour la Russie ?



Ekaterina Stepanova

Mai 2013

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2013

ISBN : 978-2-36567-159-0

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

– N. Poussenkova, « Politique énergétique russe à l'Est : le casse-tête chinois de Rosneft », *Russie.Nei.Visions*, n°70, avril 2013 ;

– R. Bourgeot, « Russie-Turquie : une relation déterminée par l'énergie », *Russie.Nei.Visions*, n°69, mars 2013 ;

– A. Mehdi et Sh. Yenikayeff, « Gouverneurs, oligarques et siloviki : pétrole et pouvoir en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n°68, février 2013.

Auteur

Ekaterina Stepanova est directrice de recherche, en charge des travaux sur la paix et les conflits à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO) à Moscou. Entre 2007 et 2009, elle a dirigé le Programme sur les conflits armés et la gestion de conflit (Armed Conflicts and Conflict Management Program) au Stockholm International Peace Institute (SIPRI). Elle a publié six ouvrages *, dont *Terrorism in Asymmetrical Conflict : Ideological and Structural Aspects* (Oxford University Press, 2008) et *The Role of Illicit Drug Business in the Political Economy of Conflicts and Terrorism* (Moscou, 2005). Elle est membre des comités éditoriaux des revues *Terrorism and Political Violence*, *International Journal of Conflict and Violence* et *Security Index*, ainsi que du panel d'experts *Global Peace Index* et du comité consultatif du programme *Security in Transition* (Sécurité en transition) à la *London School of Economics*. Elle est également membre du groupe d'experts États-Unis-Russie sur le narcotrafic afghan. Elle anime des séminaires à l'université européenne de Saint-Pétersbourg et est professeure invitée à l'Université européenne de la paix en Autriche.

* Pour une présentation détaillée de ses publications récentes, voir <www.estepanova.net>.

Sommaire

RÉSUMÉ.....	4
INTRODUCTION	5
L'AFGHANISTAN ET LES DÉFIS CENTRE-ASIATIQUES POUR LA RUSSIE	8
Considérations sécuritaires.....	8
Risque d'instabilité dans Asie centrale.....	9
LE DÉFI DE L'OPIUM AFGHAN	12
L'ampleur de la menace	12
L'évolution de la position russe	14
Augmentation prévisible des flux.....	16
CONCLUSION.....	19

Résumé

La Russie semble aussi contrariée par le départ des forces occidentales d'Afghanistan prévu pour 2014 qu'elle avait été mécontente de leur présence. En réalité, la position de Moscou sur ce retrait dépend de son évaluation des intérêts en jeu dans cette région volatile. La Russie n'est pas le pays le plus menacé par l'extension de l'instabilité et de l'extrémisme : ses alliés centre-asiatiques vont se retrouver en première ligne. En outre, le retrait à venir va provoquer un accroissement de la présence militaire occidentale en Asie centrale, afin d'assurer le transit des troupes rapatriées et de soutenir celles se trouvant encore sur le terrain en Afghanistan. Pour faire face aux inquiétudes des pays centre-asiatiques et aux transformations de la présence militaire occidentale dans cette zone, la stratégie de Moscou consiste à intensifier sa coopération économique et sécuritaire avec ses partenaires de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Cette démarche devrait aller de pair avec une prise de distance à l'égard de Kaboul, malgré le défi gigantesque que constituent les flux d'héroïne afghane se déversant sur la Russie, qui représentent la menace sécuritaire la plus directe pour Moscou. Dans le domaine du contrôle et de la lutte contre le trafic de drogue, la Russie n'aura d'autre choix que de s'en remettre à la direction politique afghane, quelle qu'elle soit. Cela explique l'intérêt réel que Moscou porte au renforcement du fonctionnement et de la légitimité de l'État afghan, qui ne peut être obtenu qu'au travers d'un processus politique intra-afghan.

Introduction

Pour Moscou, la décennie de présence occidentale en Afghanistan et le retrait à venir ne peuvent guère être comparés à l'expérience soviétique des années 1980. La Russie est certes un acteur régional important, mais bien d'autres pays sont affectés plus directement et avec davantage d'intensité par la situation en Afghanistan, à commencer par les voisins immédiats de ce pays, qui y jouent un rôle prépondérant, le Pakistan et l'Iran, mais aussi les puissances comme l'Inde et la Chine, ou encore les pays d'Asie centrale. Par rapport à ces acteurs, surtout les deux premiers, le poids de la Russie en Afghanistan demeure modeste. Dans certains domaines, comme la capacité à peser sur les processus politiques afghans ou le financement de l'aide et du développement de ce pays, l'influence de la Russie est même bien moindre que celle de certains États extérieurs à la région, comme les Émirats arabes unis ou la Turquie. Néanmoins, Moscou conserve un intérêt et des préoccupations liés à l'Afghanistan, et y joue un rôle plus substantiel dans au moins trois domaines. Premièrement, la Russie est le plus grand marché de consommation de l'héroïne afghane. Deuxièmement, elle représente un partenaire de premier plan pour le transit des forces américaines et de l'OTAN. Troisièmement, elle demeure un acteur influent en Asie centrale et est alliée à plusieurs voisins de l'Afghanistan.

Comme la plupart des autres acteurs de la région, Moscou a réagi de manière ambiguë à la présence militaire des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan au cours de la décennie écoulée. Au départ, les autorités russes avaient officiellement salué la « guerre contre le terrorisme » de l'après-11 Septembre, ainsi que l'intervention en Afghanistan lancée par les États-Unis. Ce positionnement était lié aux préoccupations russes vis-à-vis de la situation volatile au sud des anciennes frontières soviétiques et à la perception de menaces terroristes extérieures. L'attitude de Moscou constituait également une tentative de lier sa campagne en Tchétchénie à la « guerre globale contre le terrorisme » et de légitimer la première en l'intégrant à un cadre international plus large. Cette approche n'a cependant pas empêché Moscou de toujours se méfier de la « projection de puissance déguisée » que pouvait constituer la présence des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan. L'intervention des forces occidentales a également pu être perçue comme un moyen potentiel et peut-être intentionnel de contrebalancer l'influence russe (et chinoise) en Asie centrale.

Traduit du russe par Boris Samkov.

La réaction de la Russie face au retrait occidental d'Afghanistan apparaît tout aussi ambiguë, sinon davantage.

D'une part, rien n'illustre mieux les limites de la prétendue « omnipotence » américaine que la fin peu glorieuse mais tout à fait logique de la campagne d'Afghanistan. Les États-Unis et l'OTAN se sont progressivement laissés entraîner dans une guerre asymétrique peu concluante, fragmentée et intense. Ils ont dû faire face à des insurgés talibans bien moins équipés, mais bénéficiant de l'avantage du terrain, de leur flexibilité et d'une forte motivation. Les Occidentaux se sont également laissé entraîner dans une expérience controversée de construction d'un État afghan. La présence des forces occidentales n'a apporté à l'Afghanistan ni la sécurité ni la paix. Elle n'a pas représenté non plus une solution à la croissance exponentielle de l'économie de l'opium, dont les produits sont rapidement devenus le principal défi direct que la situation afghane a posé à la Russie.

Le retrait américain ne fait que confirmer et alimenter les critiques russes sur l'inefficacité de la présence des forces occidentales en Afghanistan. Aux yeux de Moscou et des autres acteurs régionaux, le choix du retrait équivaut pour les États-Unis à reconnaître – à contrecœur – l'impasse de leur lutte contre-insurrectionnelle et leur absence de progrès, voire leur échec total, en Afghanistan. Une fois confirmée l'intention de l'administration Obama de se retirer (ce que les experts et décideurs russes ont mis du temps à comprendre), les dirigeants de Moscou, obnubilés par des considérations géostratégiques, ont ressenti un certain soulagement quant aux objectifs géopolitiques américains à long terme dans la région. Sans même parler d'un autre « bonus » plus pragmatique pour la Russie, qui sera dédommée financièrement, par les États-Unis et l'OTAN pour son rôle conciliant dans les opérations de transit de leurs personnels et matériels d'Afghanistan.

D'autre part, la Russie est loin de se réjouir du départ à la hâte des forces américaines. La fin de la présence militaire américaine intervient, alors que l'Afghanistan demeure une zone de conflit armé et d'instabilité permanente. Vu la légitimité douteuse et les capacités limitées de l'État afghan, la corruption endémique et l'absence de perspective de règlement politique, le transfert des fonctions de sécurité aux autorités afghanes entraînera certainement un vide sécuritaire encore plus grand. Cette évolution aura des répercussions sérieuses en termes d'instabilité transfrontalière, d'expansion de l'extrémisme et de développement de l'économie parallèle. Une telle perspective inquiète évidemment tous les acteurs de la région, dont aucun (et la Russie encore moins que les autres) n'est prêt ou n'a les moyens de jouer un rôle direct en Afghanistan sur le plan sécuritaire. En outre, le départ des Occidentaux nécessite un accroissement temporaire de leur présence et de leurs appuis logistiques en Asie centrale. Les manœuvres de retrait ont en plus ravivé l'intérêt de Washington pour un développement de la coopération sécuritaire avec les États de la région, notamment avec le régime de Karimov, en Ouzbékistan. Cette évolution a, bien entendu, alimenté les suspicions

russes sur les motivations cachées d'une extension de l'empreinte sécuritaire occidentale en Asie centrale.

La situation actuelle soulève un certain nombre de questions. La Russie doit-elle voir plus d'avantages ou d'inconvénients dans ce départ américain anticipé ? Dans quelle mesure la sécurité nationale de la Russie et de ses ressortissants est-elle affectée par la situation en Afghanistan ? La fin de la mission de l'OTAN et le désengagement américain modifient-ils la donne pour Moscou vis-à-vis de l'Afghanistan ? Quelle distance Moscou doit-elle maintenir avec Kaboul – et quel type d'activité ou de relations peut-elle se permettre d'entretenir avec ce pays – dans le contexte post-2014 ? Dans quelle mesure les développements en Afghanistan et dans les pays frontaliers peuvent-ils affecter la politique russe en Asie centrale ?

L'Afghanistan et les défis centro-asiatiques pour la Russie

Considérations sécuritaires

L'approche russe du dossier afghan est dominée par des considérations sécuritaires. Pourtant, de tous les acteurs extérieurs, la Russie est sans doute celui dont la marge de manœuvre dans la définition de sa politique de sécurité vis-à-vis de l'Afghanistan est la plus étroite.

L'expérience soviétique dans ce pays a lourdement marqué la politique du Kremlin. Ce passé, conjugué avec la réduction du potentiel militaire, politique et économique de la Russie et avec la baisse de sa capacité d'action régionale au-delà des anciennes frontières de l'URSS, écarte définitivement pour Moscou toute possibilité de jouer un rôle sécuritaire direct en Afghanistan, avant ou après 2014. L'influence de la Russie sur la situation intérieure de l'Afghanistan restera limitée et indirecte. Durant la présence des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, Moscou a apporté au nouvel État afghan un certain niveau d'assistance militaire. Cette aide a pris la forme de formations destinées aux officiers de l'armée afghane, mais est aussi passée par la fourniture d'armes et d'équipements à cette même armée afghane et aux forces d'intervention étrangères. Les équipements fournis ont couvert une gamme très large, allant des armes de poing remises aux forces afghanes jusqu'à un accord américano-russe portant sur la fourniture d'hélicoptères¹. Cette aide s'inscrit dans la coopération pragmatique de la Russie avec les États-Unis et l'OTAN visant à faciliter le transit à travers l'Asie centrale des soldats et équipements occidentaux. La Russie joue également un rôle restreint, mais susceptible d'accroître, dans le domaine de la coopération économique et de l'assistance à l'Afghanistan. Elle s'est pour l'heure limitée à de la sous-traitance dans le domaine de la reconstruction et à quelques projets dans le secteur des infrastructures de l'énergie et des transports.

La Russie est encline, en raison notamment de son « syndrome afghan », à « conserver ses distances » avec l'Afghanistan. Les

¹ Il s'agissait d'ailleurs du premier contrat conclu directement entre Rosoboronexport et le Pentagone.

inquiétudes sécuritaires de Moscou dans la région se sont néanmoins accrues dans la perspective du désengagement occidental en 2014.

Risque d'instabilité dans Asie centrale

De fait, pour la Russie, les principales implications de ce départ concernent les risques d'instabilité dans l'Asie centrale. De ce point de vue, trois éléments doivent être pris en compte.

Premièrement, la perception de Moscou du danger terroriste émanant des acteurs basés au Pakistan et en Afghanistan a évolué au cours de la dernière décennie. Si dans les premières années de l'après-11 Septembre, l'accent était mis sur les connexions globales d'Al-Qaïda, y compris les groupes du Nord-Caucase, Moscou est progressivement passée à une approche plus régionale des menaces terroristes, focalisée sur l'Asie centrale. L'inclination russe à mimer l'obsession de Washington à l'égard du terrorisme lié à Al-Qaïda était essentiellement dictée par la nécessité, très pragmatique pour Moscou, de relier sa campagne tchéchène à la guerre américaine contre le terrorisme, et par le besoin de souligner le caractère commun de cette menace globale. Le contexte international, cependant, a rapidement changé : les forces occidentales se sont retrouvées embourbées en Afghanistan face à une insurrection talibane qui s'amplifiait. La « guerre contre le terrorisme » aura été, au final, une campagne controversée et, dans une certaine mesure, contreproductive. D'après les statistiques disponibles, le nombre d'actes terroristes a augmenté de 234 % depuis le lancement de la « guerre contre le terrorisme » en 2001. La part du lion de cette explosion revient aux pays qui étaient précisément la cible de cette guerre : l'Irak depuis 2004 et l'Afghanistan un peu plus tard dans la décennie 2000 (rejoint par le Pakistan au début des années 2010)².

Parallèlement, Moscou est parvenue à réduire l'échelle de son intervention en Tchétchénie, faisant évoluer cette guerre vers un conflit de basse intensité fragmenté entre divers endroits du Nord-Caucase, même si cette évolution a été payée au prix fort de la « tchéchénisation », sur les plans politique, sécuritaire et économique. C'est dans ce contexte que les dirigeants russes ont progressivement compris qu'il était nécessaire d'établir des ponts avec les forces islamistes modérées et les États musulmans, car l'approche politique centrée sur le « terrorisme islamiste » dans la zone de Proche et Moyen-Orient n'était plus adaptée. Cette évolution a également influencé la perception russe de la menace terroriste en provenance d'Afghanistan (et du Pakistan) : la Russie y voit désormais avant tout une menace locale liée aux militants centrasiatiques ayant trouvé

² *Global Terrorism Index : Capturing the Impact of Terrorism in 2002-2011*, Sydney/New York, Institute for Economics and Peace, 2012, pp. 4, 23.
<www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2012/12/2012-Global-Terrorism-Index-Report.pdf>.

refuge en Afghanistan et au Pakistan. L'explosion parallèle du commerce de l'héroïne afghane a aussi imposé une révision de la politique centrée exclusivement sur la lutte contre le terrorisme.

Deuxièmement, même si la menace de contagion terroriste demeure un sujet de préoccupation pour Moscou, notamment du fait de l'intérêt qu'elle porte à la stabilité de l'Asie centrale, surévaluer ce danger serait aussi peu clairvoyant que le sous-estimer. Les incidents violents se sont certes multipliés dans le nord de l'Afghanistan depuis 2009. Cependant, ce débordement du conflit vers les États voisins, notamment le Tadjikistan en 2010-2012, ne peut être uniquement expliqué par l'instabilité afghane. Ces débordements se déroulent en réalité dans les deux sens (non seulement d'Afghanistan vers le reste de l'Asie centrale, mais aussi, par exemple, du Tadjikistan vers l'Afghanistan)³. Les principales sources d'instabilité et de violence organisée au Tadjikistan, au Kirghizistan ou en Ouzbékistan sont internes et non le fruit d'une « exportation » du conflit afghan – et cela, même si tous les gouvernements de la région recourent très largement à la tactique politique des « boucs émissaires étrangers ». De la même manière, on ne peut attribuer toute l'instabilité du nord de l'Afghanistan aux activistes « vétérans » arrivés des autres pays d'Asie centrale, comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO). Pour échapper à la répression, le MIO a quitté le Tadjikistan après la guerre civile à la fin des années 1990 pour s'installer en Afghanistan, où ses forces ont subi de lourdes pertes lors de la campagne occidentale contre les talibans de 2001. Le mouvement s'est alors délocalisé vers les zones tribales du Pakistan, où il s'est laissé marginaliser à partir du milieu des années 2000⁴.

Tous les acteurs (de l'OTAN au gouvernement afghan) préfèrent attribuer les violences survenant dans le nord de l'Afghanistan aux vieux fantômes habituels du MIO plutôt que de reconnaître une réalité plus difficile à admettre, comme l'émergence dans le nord de nouveaux combattants opposés au gouvernement de Kaboul. Ces insurgés sont aussi bien des locaux que des exilés récemment arrivés du Tadjikistan ou encore – point fort embarrassant pour l'OTAN et les notables des provinces concernées – des talibans qui ont étendu leur présence jusqu'au nord du pays, où ils n'étaient jusqu'à présent pas parvenus à s'implanter. Au final, la Russie doit tenir compte d'un certain degré de manipulation dans l'ampleur de cette « extension » de la menace.

³ L'essentiel de la violence périphérique au Tadjikistan en 2010-2012 était lié à des opérations gouvernementales visant à réprimer les reliquats de l'ancienne Opposition Islamique Unie — répression qui pourrait remettre en question l'accord de paix de 1997. International Crisis Group, *Tajikistan : The Changing Insurgent Threats*, Asia Report, Bishkek /Brussels: ICG, n° 205, 2011, <www.crisisgroup.org/en/regions/asia/central-asia/tajikistan/205-tajikistan-the-changing-insurgent-threats.aspx> ; S. Tadjnakhsh, *Turf on the Roof of the World*, Norwegian Peacebuilding Resource Center (NOREF) Report, septembre 2012, <www.peacebuilding.no/Regions/Asia/Central-Asia/Turf-on-the-roof-of-the-world>.

⁴ Voir E. Stepanova, « Islamist Terrorism in the Caucasus and Central Asia », in A. Schmid et G. Hindle (dir.), *After the War on Terror : Regional and Multilateral Perspectives on Counterterrorism Strategy*, RUSI, Londres, 2009, pp. 112–121, <www.rusi.org/downloads/assets/After_The_War_On_Terror.pdf>.

Celle-ci semble en effet « instrumentalisée » par différents acteurs, dont les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, dans le cadre de leur politique de main tendue aux régimes d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan, qu'ils sollicitent pour assurer le transit de leurs équipements et pour héberger des bases de soutien. Inversement, ces gouvernements d'Asie centrale utilisent le danger posé par les insurgés pour gonfler leur propre « importance stratégique » aux yeux des États-Unis, de l'OTAN, de la Russie et des autres puissances régionales.

Troisièmement, les préoccupations stratégiques de la Russie vis-à-vis de l'Afghanistan après 2014 ne concernent pas seulement l'extension de la violence et de l'instabilité au reste de l'Asie centrale, mais aussi l'intérêt qu'ont les États-Unis à étendre leur présence militaire dans la région. Le premier intérêt pour Washington est évident : assurer des routes d'acheminement sécurisées et des bases arrières de soutien pour les troupes encore présentes en Afghanistan. Cependant, une telle démarche ne peut que susciter la méfiance russe quant aux réelles motivations américaines, en particulier à l'égard du rapprochement américano-ouzbek et de la sortie de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) opérée par Tachkent en juin 2012. Ce nouvel activisme américain a incité la Russie à se montrer plus active en Asie centrale. La visite du président Poutine au Kirghizistan et au Tadjikistan à l'automne 2012 donne un indice sur l'orientation que pourrait souhaiter Moscou : une combinaison d'accords économiques (notamment dans le secteur de l'énergie, et spécialement dans la construction de barrages hydrauliques) et militaro-sécuritaires (par des accords globaux portant sur l'ouverture de bases ou la fourniture d'équipements, ainsi que sur une nouvelle assistance militaire).

Au final, la stratégie choisie par Moscou pour faire face à la nouvelle donne en Asie centrale dans le contexte du retrait occidental d'Afghanistan est d'intensifier la coopération et l'assistance économique et stratégique avec les partenaires de la Russie membres de l'OTSC. Paradoxalement, ce processus est catalysé à la fois par la perspective du départ des forces américaines et de l'OTAN et par l'augmentation relative, même si temporaire, de la présence et des activités occidentales en Asie centrale. L'attention portée par Moscou à la région s'accompagnera d'un maintien de la distance avec Kaboul. Cette distance doit être suffisamment longue pour écarter toute implication sécuritaire directe en Afghanistan, mais aussi suffisamment courte pour autoriser Moscou à y jouer un rôle économique et d'assistance aux forces de sécurité, quels que soit le gouvernement et la coalition au pouvoir dans le pays après 2014.

Le défi de l’opium afghan

La lutte contre le trafic de drogue est la principale explication de l’intérêt que porte Moscou à la stabilisation de l’Afghanistan. De grandes quantités d’opiacés d’origine afghane, principalement de l’héroïne, parviennent en Russie. Il s’agit du défi sécuritaire le plus direct que Moscou ait à relever en provenance d’Afghanistan.

L’ampleur de la menace

Il serait erroné de penser que le retrait occidental aura des conséquences catastrophiques pour la Russie car il entraînera une augmentation exponentielle des exportations afghanes de drogue. Non que ce développement ne constitue un désastre, mais cette catastrophe s’est en réalité déjà produite. La Russie est devenue le premier marché de consommation finale d’héroïne afghane au cours des années 2000. Cette évolution résulte en partie d’un accroissement sans précédent de la production d’opium dans l’Afghanistan post-taliban, notamment depuis 2004. La culture du pavot a atteint son pic historique en 2007, avec une surface cultivée 25 fois supérieure à celle de 2001 – dernière année du régime des talibans qui avait abouti, à l’inverse, à un déclin sans précédent (de 91 % !) de cette même culture, résultat d’une interdiction décrétée et mise en œuvre par ce régime⁵.

Dans les années 2000, trois facteurs ont contribué à l’expansion de l’économie de l’opium en Afghanistan : un manque d’options économiques alternatives dans les zones traditionnelles de culture du pavot ; la faiblesse et l’inefficacité du gouvernement Karzaï ; et l’intensification du conflit armé. Selon une idée largement répandue en Russie, cette poussée de la production d’opium dans l’Afghanistan post-taliban est due à la présence des forces occidentales. Même si elle est inexacte, cette perception est compréhensible, dans la mesure où l’augmentation de la production d’opium a eu lieu pendant cette période et où la Russie a dû gérer cette « catastrophe de l’héroïne », tout en supportant l’indifférence ostensible des Occidentaux.

La réalité est que l’économie afghane de la drogue ne représente pas une menace directe majeure pour les parties prenantes présentes

⁵ En 2007, la culture de l’opium représentait 197 000 hectares en Afghanistan, contre 8 000 en 2001. *Afghanistan Opium Survey 2008*, Vienne, UNODC, 2008, p. 7.

en Afghanistan. L'ampleur de la menace diffère même entre la Russie et l'Europe : le marché russe de la drogue est submergé par l'héroïne afghane, alors que sur les marchés européens, plus diversifiés, la consommation d'opiacés s'est stabilisée et laisse de la place aux flux croissants de cocaïne en provenance d'Amérique latine, transitant par l'Afrique de l'Ouest et représentant une menace plus pressante. Les États-Unis ne sont pas directement affectés par l'opium afghan, qui ne représente pas plus de 3 à 6 % du marché local de l'héroïne⁶. Pour Washington, les problèmes principaux liés à l'Afghanistan sont le terrorisme et l'insurrection. La drogue apparaît comme une question secondaire, qui ne représente un intérêt qu'en tant que source de financement des insurgés.

A contrario, vu de Moscou, l'afflux d'héroïne afghane est devenu le plus grand défi posé par l'Afghanistan, représentant une menace vitale pour la sécurité de sa population et dépassant de loin, du fait de son impact sur la société russe, toutes les autres questions liées à ce pays. Alors que le trafic qui transite actuellement par la « route nord » à travers l'Asie centrale représente 25 % des exportations afghanes d'héroïne (90 tonnes) et 15 % des exportations d'opium (35-40 tonnes), 90 % de l'héroïne qui traverse l'Asie centrale termine sa route en Russie (75-80 tonnes par an)⁷. Pour Moscou, la question cruciale n'est pas la quantité de drogue, mais plutôt la nouvelle structure et la destination finale des flux qui partent vers le nord : alors que dans les années 1990, la Russie était apparue comme un marché de consommation autant qu'une plateforme de transit pour les opiacés afghans, le pays a fini par absorber la totalité de l'héroïne importée, consommant finalement presque autant que toute l'Europe réunie⁸.

Cette évolution s'explique largement par le prix relativement bas de l'héroïne afghane sur le marché russe – à cause de la surproduction en Afghanistan, de la porosité des frontières que traverse la route nord et, ironiquement, du boom économique qu'a connu la Russie dans les années 2000, qui a permis à de larges segments de la population d'accéder à la drogue. L'héroïne afghane est consommée par 68 % des drogués en Russie (soit 1,7 millions sur 2,5 millions de personnes)⁹ et domine largement toutes les autres drogues dures (dont le marché s'élève à 6 milliards de dollars), suivie par le hachisch (1,5 milliard de dollars), lui aussi principalement d'origine afghane¹⁰.

⁶ *Report of the International Narcotics Control Board for 2011*, Nations unies, New York, 2012 et entretien avec des experts de la *Drug Enforcement Administration* (DEA), novembre 2012.

⁷ *World Drug Report 2011*, UNODC, New York, 2011, p. 71 et *The Global Afghan Opiate Trade : A Threat Assessment*, Vienne, UNODC, 2011, p. 44.

⁸ *World Drug Report 2011*, p. 72–73.

⁹ Département d'État des États-Unis d'Amérique, *International Narcotics Control Strategy Report, Vol. 1: Drug and Chemical Control*, Washington D.C. : Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, 2012, p. 376.

¹⁰ V. Ivanov, Directeur du service fédéral de contrôle de la circulation des narcotiques (FSKN), cité par l'agence de presse INTERFAX, 23 mars 2012.

L'évolution de la position russe

La faiblesse de la lutte antidrogue menée par les Occidentaux en Afghanistan s'explique par la priorité accordée aux opérations sécuritaires et de contre-insurrection. En outre, l'opium afghan ne représente pas une menace directe pour les États-Unis, et seulement une menace réduite pour les autres membres de l'OTAN et de l'Union européenne. Ainsi, quand les Américains se sont emparés du problème, à la fin des années 2000, ils ont mis l'accent sur d'autres aspects de la lutte anti-drogue que la Russie¹¹.

Du point de vue américain, une éradication massive n'était pas envisageable en Afghanistan et pouvait se révéler politiquement contreproductive. Une telle approche risquait de susciter des troubles sociaux et provoquer l'hostilité des paysans des zones de culture du pavot. Une interdiction à grande échelle aurait aussi pu aliéner des seigneurs de guerre ou des clans liés au gouvernement dont la bienveillance ou la neutralité était acquise. Ces derniers tirent profit de cette économie de la drogue au moins autant que les paysans, les trafiquants et les insurgés. Par conséquent, malgré la tactique d'éradication aérienne soutenue par les États-Unis ailleurs, par exemple en Colombie, l'administration Obama a privilégié en Afghanistan une combinaison de mesures de soutien à des cultures alternatives et d'interdiction sélectives qui ne visaient que les groupes liés aux insurgés¹².

Les autorités russes ont au départ plaidé en faveur de mesures antidrogue plus radicales en Afghanistan, appelant à une politique d'éradication à grande échelle, à une interdiction stricte et à la destruction des laboratoires de transformation par le gouvernement afghan et ses soutiens. Moscou a progressivement pris conscience de l'ampleur du défi et a placé la lutte contre ces trafics au premier rang des priorités de sa politique de sécurité. La jeune agence fédérale antidrogue (FSKN) se familiarisait alors avec les spécificités et les sources de la menace narcotique afghane. L'approche russe a évolué pas à pas pour finalement dépasser le mantra de « l'éradication à tout prix ». En coopération avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), la Russie (qui, à la différence de ses homologues occidentaux, ne courait pas de risque sur le théâtre afghan) fut la plus prompte à reconnaître les liens d'affaires qui unissaient tous types d'acteurs politico-militaires afghans, y compris des responsables corrompus et des seigneurs de guerre liés au gouvernement, bien au-delà des seuls insurgés. Le chef de la lutte antidrogue russe Viktor Ivanov fut en 2011 le premier officiel à remettre en cause les tentatives de ne lier la production de drogue qu'au terrorisme et à

¹¹ Malgré la proximité des stratégies de lutte antidrogue des deux pays, qui privilégient une approche « militarisée » et focalisée sur la lutte contre l'offre de drogue bien plus que sur la réduction de la demande.

¹² T. Shanker et E. Bumiller, « U.S. Shifts Afghan Narcotics Strategy », *New York Times*, 23 juillet 2009.

l'insurrection. D'après l'UNODC et d'autres estimations, les revenus annuels des insurgés tirés des impôts sur la culture de l'opium dans les zones qu'ils contrôlent ne dépassent pas 140 à 170 millions de dollars.¹³ Ce montant ne représente pas plus de 6,5 % de la valeur nette totale de l'économie afghane de la drogue (qui s'élevait à 2,6 milliards de dollars en 2011)¹⁴. L'agence FSKN a elle aussi évalué les revenus des talibans liés à la drogue à 150 millions de dollars, et a même souligné que les insurgés n'étaient qu'un « acteur mineur » de ce marché de la drogue¹⁵. Au bout du compte, la Russie en est venue à plaider pour une approche antidrogue plus globale vis-à-vis de l'Afghanistan, soutenant une combinaison de mesures répressives et de développement à long terme. Cette stratégie de développement doit dépasser la simple confiscation des cultures, afin de mettre en place des sources de revenu stables à l'échelle nationale, qui représenteraient une alternative socio-économique au marché de l'opium¹⁶.

Alors que Moscou doit faire face aux défis posés par l'héroïne à l'intérieur de la Russie et le long des routes d'acheminement, on ne peut envisager de progrès durable dans cette lutte tant que le problème n'est pas pris à la source, en Afghanistan même. Étant donné que la Russie ne peut se permettre d'intervenir directement dans le pays, elle doit s'en remettre pour la lutte antidrogue aux forces de sécurité nationales ou multilatérales présentes sur place (et donc principalement au gouvernement afghan après 2014). Or, les États-Unis demeureront très probablement le principal acteur sécuritaire extrarégional en Afghanistan, même après 2014. Par ailleurs, même si Washington a moins intérêt que Moscou à combattre le commerce de l'opium, les États-Unis restent intéressés par une coopération avec la Russie pour sécuriser leurs voies de transit vers l'Afghanistan.

Cette situation explique la nette préférence de Moscou pour une « division régionale du travail » dans la lutte antidrogue. La perspective du départ des forces occidentales rend inadaptés les appels russes à une approche davantage répressive. Moscou souhaiterait néanmoins que les États-Unis poursuivent et renforcent leur soutien direct à la lutte

¹³ *The Global Afghan Opiate Trade : A Threat Assessment*, op. cit. [7], pp. 22, 30. Voir aussi E. Stepanova, « Illicit drugs and insurgency in Afghanistan », *Perspectives on Terrorism*, Vol. VI, n° 2, mai 2012, p. 4–18,

<www.terrorismanalysts.com/pt/articles/issues/PTv6i2.pdf>.

¹⁴ *Afghanistan Opium Survey 2011*, UNODC, Vienne, 2011, p. 77.

¹⁵ Viktor Ivanov, cité dans « Russia Criticizes NATO for Afghan Heroin », BBC Service russe, 27 février 2010,

<www.bbc.co.uk/russian/international/2010/02/100227_ivanov_afghan_heroin.shtml> ; et dans « White Death across Russia, » Voice of Russia, 22 novembre 2011, <<http://fskn.gov.ru/includes/periodics/review/2011/1123/060015956/detail.shtml>>.

¹⁶ Le président Poutine a mis l'accent sur ce point en septembre 2012, lorsqu'il a fait remarquer, durant une discussion sur l'avenir de l'Afghanistan après le départ des Occidentaux que « 9 % du PIB de ce pays proviennent du trafic de drogue. Si on veut remplacer ces 9 %, il faut payer – mais personne ne veut payer... Les paroles ne suffisent pas : ce qu'il nous faut, ce sont des politiques économiques volontaristes et une assistance financière. Personne n'a l'air de vouloir apporter son aide, pour commencer. » Vladimir Poutine, interview à *Russia Today*, 6 septembre 2012, <<http://rt.com/news/vladimir-putin-exclusive-interview-481/>>.

antidrogue et à l'assistance au développement en Afghanistan. D'une certaine manière, Moscou attend même des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN qu'ils s'exécutent en « compensation » de l'impact dramatique qu'a eu l'héroïne afghane sur la Russie au cours des années 2000, mais aussi pour prévenir les répercussions potentielles d'un retrait accéléré, alors que la stabilité et la résolution politique du problème afghan ne sont pas acquises. De son côté, la Russie pourrait, et devrait, se focaliser davantage sur les routes d'acheminement qui traversent l'Asie centrale (en amplifiant son soutien aux opérations de lutte antidrogue de ses partenaires de la région, mais aussi en faisant la promotion d'une plus grande coopération régionale). Et cela, tout en poursuivant sa politique interne de répression des trafics et de réduction de la demande.

Augmentation prévisible des flux

Dans les prochaines années, la menace que représente l'opium afghan pourrait prendre de l'ampleur, pour les pays voisins et les marchés de destination finale (la Russie, la Chine, et dans une certaine mesure l'Europe). Pour la Russie, l'afflux d'opium afghan via la route nord devrait s'accroître en raison de plusieurs nouveaux éléments, dont deux liés à l'Afghanistan et un au départ des Occidentaux.

Ce nouveau risque majeur se manifeste dans le sud, point névralgique de l'économie afghane de l'opium. Lorsque la présence des forces militaires internationales prendra fin sous sa forme actuelle en 2014, le fragile contrôle qu'exerce le gouvernement afghan dans les principales zones de culture du sud s'affaiblira encore davantage, alors que la présence des talibans s'étendra. Inévitablement, les substitutions de cultures et les mesures de développement soutenues par l'étranger, en particulier l'Occident, vont perdre en efficacité. Le déclin de l'assistance agricole, combiné avec l'absence d'activités alternatives génératrices de revenus, mènera au détournement des terres arables et irriguées, récemment valorisées, vers la culture du pavot.

Contrairement à ce que laisse croire une approche superficielle, le départ des Occidentaux et la consolidation du contrôle des insurgés dans le sud pourraient pousser ces derniers à réitérer au moins partiellement l'interdiction de 2000¹⁷. Mais cette perspective est pour l'heure bien lointaine. Les talibans seront sans doute capables d'assurer à un certain degré la gestion des zones qu'ils contrôlent dans le sud, mais ils ne seront pas en position, au moins à court terme, de prendre des mesures allant à l'encontre de l'intérêt des paysans, dont font partie les cultivateurs de pavot. En l'absence d'autres sources de

¹⁷ Comme indiqué plus haut, les talibans ne sont pas les principaux bénéficiaires du trafic de drogue, même à l'intérieur de l'Afghanistan, et ils ont déjà fait la preuve de leur capacité à faire respecter une interdiction stricte de la culture du pavot.

revenus et face à la baisse de l'aide internationale, ces derniers élargiront donc inévitablement les zones de culture du pavot, mettant à profit la disponibilité de terres arables sur des surfaces encore plus étendues qu'auparavant. Ce constat ne signifie pas que la question est close et qu'il n'y a aucune chance que les talibans prennent part à la solution. Ce point pourrait faire partie de l'agenda des négociations, ou pourrait être abordé plus tard, via des intermédiaires, ou lorsque les insurgés (ou certaines factions) intégreront un accord de partage décentralisé du pouvoir (si un tel accord voit le jour).

La question de l'approvisionnement en héroïne via la route nord ne peut se limiter au seul sud afghan, déchiré par la guerre. La reprise des cultures dans le nord constitue un autre facteur de risque, dans la mesure où les zones cultivées sont relativement restreintes, mais la production et le raffinement d'héroïne sont très développés. La moitié de l'héroïne qui transite par la route nord provient du sud, mais l'autre moitié (environ 45 tonnes par an) est produite dans le nord de l'Afghanistan, principalement dans la province du Badakhshan¹⁸ au nord ouest, à partir d'opium cultivé localement ou de stocks d'opium, après le déclin de ces cultures à la fin des années 2000. Ces stocks s'amenuisant, c'est une reprise des cultures qui a satisfait la demande des laboratoires en 2011-2012¹⁹. Le commerce de l'opium dans le nord de l'Afghanistan est également facilité par le niveau anormalement bas des saisies d'héroïne (5 % du total des saisies du pays), si on les compare au volume d'héroïne qui transite par la route nord²⁰.

Les facteurs de risque en Afghanistan se combinent avec de nouveaux défis le long des routes empruntées par les trafiquants à travers l'Asie centrale. Les flux stables d'héroïne qui pénètrent en Russie via la route nord depuis ces dernières années (les 75 à 80 tonnes par an) sont à mettre en regard de la baisse significative des saisies de drogue dans les pays de la région (36 % de baisse pour l'opium et 25 % de baisse pour l'héroïne)²¹. Cette donnée laisse à penser que la capacité de lutte antidroque s'amenuise dans ces États, du fait d'un accroissement de la corruption pratiquée par les trafiquants. Les moyens de la lutte antidroque sont désormais très en retard par rapport à la capacité de ces derniers à utiliser les nouvelles opportunités économiques que représentent l'expansion des infrastructures transrégionales de transport, l'accroissement des échanges et l'extension de la zone de libre-échange après l'adhésion du Kazakhstan à l'Union douanière de la Russie et de la Biélorussie.

Pour la Russie, le scénario le plus favorable au cours des prochaines années serait une augmentation limitée des flux d'opium arrivant via la route nord, puis une stabilisation, sans doute à un niveau

¹⁸ *Opiate Flows Through Northern Afghanistan and Central Asia: A Threat Assessment*, UNODC, 2012, pp. 10, 21 ff. <www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Afghanistan_northern_route_2012_web.pdf>.

¹⁹ *Afghanistan Opium Survey 2012, Summary Findings*, UNODC, Vienne, 2012, p. 4.

²⁰ *Opiate Flows through Northern Afghanistan and Central Asia*, pp. 34, 37.

²¹ La seule exception est l'Ouzbékistan, où les saisies de drogue ont augmenté, en partie grâce à un meilleur contrôle des frontières, par rapport aux États voisins. *Ibid.*, p. 46.

plus élevé qu'actuellement. Le scénario du pire verrait une réorientation de la traditionnelle route balkanique d'acheminement vers l'Europe, qui se reporterait sur la route nord et ferait à nouveau du territoire russe une plateforme de transit pour l'héroïne afghane.

Conclusion

La Russie, acteur régional, a fait part de ses préoccupations des conséquences du retrait de l'OTAN d'Afghanistan. En 2013, deux nouveaux éléments se sont ajoutés.

La première est la volonté du président Obama et de sa nouvelle équipe chargée de politique étrangère, d'accélérer le retrait des troupes, mais aussi de maintenir sur place aussi peu de forces que possible après 2014. Cette précipitation peut sembler compliquer la situation sur le terrain, en raccourcissant la période de transition, ce qui soulève des interrogations dans l'ensemble de la région quant au potentiel de déstabilisation. Après réflexion, l'annonce par Washington d'un retrait quasi intégral comporte au moins un aspect positif : c'est une condition nécessaire pour ouvrir la voie à des négociations de cessez-le-feu avec les insurgés (dont les leaders refusent d'entamer toute discussion sérieuse tant que les forces occidentales seront présentes en Afghanistan). Même si, bien entendu, de telles négociations ne présagent pas d'un processus de paix inter-afghan qui aboutirait à un règlement politique et à un accord de partage du pouvoir.

Le deuxième facteur, qui n'est pas lié à l'Afghanistan *per se*, est à prendre en compte : le refroidissement récent des relations entre Moscou et Washington (et dans une moindre mesure entre la Russie et l'Occident), notamment depuis la fin 2012. Cette évolution a pratiquement mis fin à la période optimiste de « nouveau départ » (*reset*) qu'ont connu les relations bilatérales depuis 2009. Même si cette détérioration des relations américano-russes aurait pu gêner la coopération sur l'Afghanistan, elle pourrait paradoxalement produire un effet positif. Les deux parties réalisent que les relations bilatérales seront relativement tendues au cours des années à venir, mais qu'elles ne peuvent franchir un certain seuil inférieur. Les tensions politiques actuelles pourraient donc, contrairement à ce qu'on pourrait penser, pousser les parties à se focaliser sur les quelques questions de sécurité qui leur importent à toutes les deux. Outre l'activation de la coopération bilatérale en matière de lutte contre le terrorisme (à la suite des explosions au marathon de Boston le 15 avril 2013, dont les auteurs soupçonnés sont originaires du Nord-Caucase), les problèmes sécuritaires, qui représentent un intérêt mutuel pour la Russie et les États-Unis, comprennent le contrôle des armements stratégiques, la défense antimissile et l'Afghanistan. La coopération sécuritaire et politique se poursuit et pourrait même s'approfondir – au moins tant que les États-Unis et leurs alliés Occidentaux conservent des intérêts

majeurs en Afghanistan. Et si ces intérêts déclinent, il en ira de même pour le potentiel de coopération.

Alors même que la présence militaire occidentale prend fin sous sa forme actuelle, rien, y compris le défi majeur que représente l'afflux de drogue afghane, ne peut pousser la Russie à jouer un rôle plus important en Afghanistan. Même si Moscou conserve une certaine distance avec Kaboul, le désengagement et la fin imminente de la présence militaire occidentale ont déjà stimulé une montée en puissance et une extension du déploiement russe en Asie centrale, sur les plans économique et sécuritaire.

La Russie peut sembler tout aussi mécontente de la présence occidentale en Afghanistan que du départ de ces forces. Néanmoins, la perception du retrait occidental dépend surtout de la manière dont Moscou évalue ses propres préoccupations sécuritaires. Les deux principaux enjeux pour la Russie, au regard de la situation afghane – le terrorisme et la drogue –, ne doivent pas être confondus, même s'ils se recoupent en certains points. En fonction de la priorité attribuée à ces menaces et de l'évaluation qui en est faite, Moscou devra infléchir sa politique afghane. Ces modifications n'affecteront pas seulement l'attitude sécuritaire de la Russie mais aussi son approche du règlement politique afghan. Elles détermineront également si le désengagement occidental sera bienvenu ou non.

Si l'accent est mis plus que de raison sur le terrorisme et le risque d'expansion de l'instabilité en Asie centrale, les Occidentaux seront sans doute regrettés. L'insistance de certains dirigeants ou analystes russes sur la menace terroriste liée à l'Afghanistan – alors qu'il n'existe pas d'activité ni de lien direct entre les groupes terroristes présents dans ce pays et ceux actifs en Russie – pourrait aussi révéler une approche plus utilitaire, liée à la volonté de Moscou de renforcer les alliances et de stabiliser l'Asie centrale. Il pourrait également s'agir d'une manipulation de cette « menace », afin de s'attirer les bonnes grâces des régimes de la région en acquiesçant à leur obsession de « l'exportation » et de « l'extension » du terrorisme et de l'activisme islamiste à partir de l'Afghanistan. Cette démarche présente le risque de ramener la Russie dans la logique contreproductive et controversée de la « guerre contre le terrorisme ». Elle pourrait, de plus, remettre en cause certains aspects de la politique afghane de Moscou, surtout sur la lutte antidrogue et le règlement politique du conflit.

Si c'est la question de la drogue qui est privilégiée, la priorité de l'approche politique sera de mettre fin au conflit armé et de promouvoir un accord de partage du pouvoir, afin d'assurer les conditions minimales d'une gouvernance fonctionnelle et légitime à la fois à Kaboul et dans le sud (sans laquelle aucune mesure efficace de contrôle et de lutte antidrogue n'a de chance d'être mise en œuvre). Cette perspective implique que la fin de la présence militaire occidentale, condition nécessaire pour le début de négociations politiques inter-afghanes crédibles, serait la bienvenue du point de vue de Moscou, même si un désengagement total n'est pas souhaitable,

notamment en termes de reconstruction et d'assistance au développement.

L'un des moyens permettant d'équilibrer ces deux dimensions dans la politique afghane de la Russie serait de les lier à des « centres de gravité » géopolitiques différents. En d'autres termes, il convient de percevoir le risque d'un « débordement » du terrorisme et de l'instabilité avant tout dans le contexte centre-asiatique : en ce qui concerne la politique de Moscou vis-à-vis de l'Afghanistan, une place prépondérante doit être faite à la lutte contre le trafic de drogues. Un tel équilibre pourrait tout à fait être trouvé. Il existe au moins un plus petit dénominateur commun à ces deux approches : l'intérêt évident de la Russie pour une amélioration de la sécurité et de la gouvernance en Afghanistan. C'est indispensable si Moscou souhaite se protéger, d'une part, contre la propagation de l'instabilité vers le reste de l'Asie centrale, et, de l'autre, contre la menace principale que représente pour la société russe le trafic d'héroïne afghane.

En matière de lutte antidrogue, la Russie devra s'en remettre à Kaboul, quelle que soit le pouvoir en place. Vu l'importance de l'économie de l'opium à l'échelle afghane et régionale, la Russie devra promouvoir un programme antidrogue, directement ou via des intermédiaires. Elle devra pour cela s'adresser non seulement au gouvernement afghan central (quelle que soit la composition de la future coalition), mais aussi à tous ceux qui disposeront d'un degré de contrôle sur les principales zones de production de drogue dans le sud du pays, et aux forces politiques du nord, région qui demeure une plaque tournante du raffinage et de l'acheminement de la drogue sur la route nord.

Dans les zones où l'économie de la drogue se conjugue avec un conflit armé prolongé, aucune solution au problème du narcotrafic n'est envisageable sans résolution du conflit. La poursuite de la confrontation armée entrave toute gouvernance efficace. Et sans une telle gouvernance, aucune politique antidrogue ne peut être mise en place, qu'elle soit répressive ou non, ou qu'il s'agisse d'une combinaison de mesures coercitives et de développement. Sans soutien étranger sur le plan de la sécurité, le gouvernement central n'a que peu de chances de conserver ou de rétablir son contrôle sur le sud. Même une administration minimale de la région requiert une solution au niveau national et un accord de partage du pouvoir auquel doit prendre part le noyau dur de l'insurrection talibane. Les négociations avec les insurgés restent improbables tant que des forces militaires étrangères sont présentes, mais elles pourraient se tenir après leur départ.

La Russie n'est pas un acteur décisif du processus politique ou du processus de paix intra-afghan. Néanmoins, elle dispose de cartes à jouer pour faciliter indirectement ces processus. Elle évoluera sans doute vers une approche moins idéologique et plus pragmatique en vue d'une solution politique.

Moscou devrait apporter son soutien à toute résolution qui garantirait un meilleur fonctionnement et une légitimité accrue du gouvernement afghan. Sur le plan pratique, les autorités russes

pourraient, par exemple, pousser les anciens membres de l'Alliance du Nord (avec lesquels elles ont gardé des contacts et qu'elles peuvent peut-être influencer) vers un accord national de partage du pouvoir auquel prendraient part certains éléments talibans. Dans le même temps, la Russie pourrait proposer aux nordistes un soutien supplémentaire, qu'il soit formel ou informel, afin d'apaiser leurs craintes sans doute justifiées quant au futur système politique de l'Afghanistan.